

INSTRUCTION N° 72-85 - B 1
du 21 Juin 1972

CLASSEMENT
B 1

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°	du
----------	----------

CONTROLE « A PRIORI »
DES MARCHES PASSES AU NOM DE L'ETAT

DOCUMENT A ABROGER

Circulaire L/C 3581-3223 du 28 septembre 1957 (B. S. T. 41 R).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
G
16

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA
TOM	EAM	CPE	TAC	PGA	PA	BA	EPA

SOMMAIRE

	Pages.
	<hr/>
I. — Généralités	3
II. — Procédures d'examen	3
A. — Examen systématique	3
B. — Examen sélectif	3
C. — Examen <i>a posteriori</i> en cas d'urgence.....	4
III. — Appréciation des seuils de compétence.....	4
IV. — Justifications à produire au comptable assignataire.....	4
A. — Examen systématique	5
B. — Examen sélectif	5
C. — Examen <i>a posteriori</i> en cas d'urgence.....	6
V. — Participation du Trésorier-Payeur Général à la sélection des dossiers déconcentrés	6
VI. — Echanges réciproques d'informations entre la Direction et les Trésoriers-Payeurs Généraux	6
VII. — Mesure transitoire	6

I. — Généralités.

Les décrets n° 72-198 et n° 72-199 du 13 mars 1972 (*Journal officiel* du 14 mars 1972) ont modifié l'organisation du contrôle *a priori* des marchés passés au nom de l'Etat. Ils substituent, en effet aux commissions consultatives placées auprès de chaque ministère et aux groupes spécialisés rattachés au Ministère de l'Economie et des Finances, sept commissions spécialisées, à compétence *ratione materiae* : génie civil, bâtiment, aéronautique et engins spatiaux, électronique et télécommunications, matériels mécaniques, électriques et d'armement, informatique, approvisionnements généraux.

Les objectifs recherchés tendent à alléger le contrôle *a priori*, en réduisant le nombre des dossiers transmis aux commissions, à renforcer son efficacité par une étude plus approfondie des projets et à abréger les délais d'examen.

Une instruction, publiée au *Journal officiel* du 11 avril 1972, à la suite de la circulaire, en date du 6 avril 1972, du Premier Ministre aux Ministres et Secrétaires d'Etat, complète les textes concernant cette réforme.

Les comptables sont invités à se reporter au dispositif réglementaire rappelé ci-dessus et dont tous les éléments figurent en annexes à la présente instruction.

Leur attention est spécialement appelée sur les points suivants :

II. — Procédures d'examen.

Elles sont au nombre de trois :

- examen systématique ;
- examen sélectif ;
- examen *a posteriori* en cas d'urgence.

A. — EXAMEN SYSTÉMATIQUE

Cet examen porte, en règle générale :

- sur les projets de marchés dont le montant est supérieur au seuil d'examen systématique (art. 212, 1°) ;
- sur les projets de conventions de prix (art. 212, 3°).

Il peut également porter, à la demande du ministre intéressé :

- sur des projets de marchés non passés par ses services, mais financés totalement ou partiellement par son Département ou par un établissement public d'Etat n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, placé sous sa tutelle (art. 212, 7°) ;
- sur des dossiers d'appel à la concurrence (art. 213, 1°) ;
- sur les projets de marchés types (art. 213, 2°).

B. — EXAMEN SÉLECTIF

Cet examen porte, en règle générale :

- sur des dossiers choisis parmi les projets de marchés dont le montant est compris entre le seuil d'examen systématique et le seuil d'examen sélectif (art. 212, 2°) ;
- sur tout projet de marché dont le montant est inférieur au seuil d'examen sélectif ayant pour objet des travaux d'études ou de construction de prototypes, qui contient des clauses relatives à des droits de propriété industrielle. Toutefois la commission compétente peut dispenser d'examen les projets répondant aux conditions qu'elle définit (art. 212, 4°) ;

- sur tout projet de marché de reconduction dont le montant est inférieur au seuil d'examen sélectif, si le marché auquel il fait suite a été transmis à la commission pour examen sélectif ou systématique ou si, ajouté au montant de ce marché, le montant dépasse le seuil d'examen sélectif (art. 212, 5°) ;
- sur tout projet d'avenant à un marché ayant été transmis à la commission pour examen sélectif ou systématique, ainsi que les avenants qui, à raison de leur montant ou des clauses qu'ils contiennent, rendent les marchés auxquels ils se rapportent passibles d'un examen (art. 212, 6°).

L'examen sélectif peut porter, à la demande du ministre intéressé, sur deux catégories de marchés, dont le montant se situe entre les seuils d'examen systématique et d'examen sélectif :

- projets de marchés non passés par ses services, mais financés totalement ou partiellement par son Département ou par un établissement public d'Etat n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, placé sous sa tutelle (art. 212, 7°) ;
- dossiers d'appel à la concurrence (art. 213, 1°).

C. — EXAMEN *a posteriori* EN CAS D'URGENCE

Cet examen peut intervenir dans les deux cas suivants (art. 217) :

- lorsque la passation du marché présente un caractère d'urgence impérieuse ;
- lorsque de très courts délais d'option sont imposés à l'administration, notamment dans le cas d'achats de matières, produits ou marchandises dont les cours évoluent rapidement.

III. — Appréciation des seuils de compétence.

Les seuils d'examen systématique et d'examen sélectif sont fixés par le décret n° 72-199 du 13 mars 1972, pour chaque commission spécialisée.

L'appréciation des seuils de compétence doit être opérée, dans les cas énumérés ci-après, en retenant :

- pour les marchés à tranches conditionnelles : le prix global constitué par la tranche ferme et les tranches conditionnelles ;
- pour les marchés à commandes : le montant maximal annuel ;
- pour les marchés de clientèle : le montant maximal annuel, estimé, notamment à partir de constatations portant sur des données antérieures ;
- pour les marchés de bâtiment constituant une même opération, bien que faisant l'objet de marchés distincts : le montant prévisionnel de l'ensemble des marchés ;
- pour un appel d'offres divisé en lots, ayant pour effet de répartir une fourniture entre plusieurs entreprises : le montant total des marchés passés pour un même matériel.

IV. — Justifications à produire au comptable assignataire.

Une remarque liminaire s'impose.

Le Trésorier-Payeur Général, en sa qualité de comptable assignataire, ne doit pas réclamer une seconde fois les justifications énumérées ci-après, ou certaines d'entre elles, dès lors qu'elles lui ont déjà été remises au titre du contrôle financier local.

Cette remarque étant faite, les pièces justificatives, que la personne responsable doit produire au comptable assignataire en application de l'article 13 du Règlement général sur la comptabilité publique du 29 décembre 1962, sont différentes selon les procédures d'examen.

A. — EXAMEN SYSTÉMATIQUE

CAS ENVISAGÉS	PIÈCES JUSTIFICATIVES
<p>I. — <i>Cas généraux.</i></p> <p>A. — La commission n'a pas fait connaître son avis à la personne responsable dans le délai de trente jours à compter de la date d'accusé de réception du dossier et le président n'a pas pris de décision prorogeant ce délai.</p> <p>B. — La commission a émis un avis qui peut être :</p> <ul style="list-style-type: none">— favorable ;— favorable assorti de réserves ;— défavorable. <p>II. — <i>Cas particuliers.</i></p> <p><i>Marchés passés :</i></p> <ul style="list-style-type: none">— en application de conventions de prix ou de marchés types approuvés par les commissions ;— à la suite d'appels à la concurrence, répondant aux conditions minimales prévues par les commissions.	<p>Accusé de réception daté. Attestation certifiant l'absence de décision de prorogation du délai.</p> <p>Ampliation de l'avis de la commission dans tous les cas, et décision motivée si la personne responsable a passé outre à l'avis de la commission.</p> <p>Copie de la convention de prix ou des marchés types approuvés. Attestation de la conformité du marché à la convention de prix ou au marché type approuvé. Cahier des prescriptions spéciales figurant dans le dossier de consultation. Ampliation de l'avis émis par la commission sur le dossier d'appel à la concurrence.</p>

B. — EXAMEN SÉLECTIF

CAS ENVISAGÉS	PIÈCES JUSTIFICATIVES
<p>I. — L'affaire n'a pas été sélectionnée par la commission dans le délai de dix jours francs à compter de la date de réception du dossier.</p> <p>II. — L'affaire a été sélectionnée.</p> <p>III. — Cas particulier des projets visés à l'article 212, 4°, et dispensés d'examen.</p>	<p>Soit une ampliation de la décision de non-examen. Soit l'accusé de réception daté accompagné d'une attestation certifiant qu'aucune décision d'examen n'a été prise dans le délai de dix jours francs.</p> <p>Mêmes justifications que celles prévues au paragraphe A pour l'examen systématique.</p> <p>Attestation certifiant la conformité à une clause type et spécifiant la date d'approbation de cette clause par la commission compétente.</p>

C. — EXAMEN *a posteriori* EN CAS D'URGENCE

CAS ENVISAGÉS	PIÈCES JUSTIFICATIVES
Marchés visés à l'article 217.	Copies : — de la décision motivée de passer le marché ; — de la lettre d'envoi du dossier au président de la commission.
Cas particulier d'un examen <i>a posteriori</i> .	Avis de la commission.

V. — Participation du Trésorier-Payeur Général à la sélection des dossiers déconcentrés.

Pour les affaires qu'il apparaîtra opportun aux commissions spécialisées de sélectionner au niveau régional ou départemental en application de l'article 215, le Ministre a accepté que les Présidents de ces commissions choisissent, en règle générale, le Trésorier-Payeur Général.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux sont donc habilités à procéder aux sélections de dossiers.

A cet effet, des lettres, précisant notamment les critères de sélection, leur seront adressées par les Présidents des commissions qui en transmettront copie à la Direction.

VI. — Echanges réciproques d'informations entre la Direction et les Trésoriers-Payeurs Généraux.

En vertu du décret n° 72-199 du 13 mars 1972, la Direction est représentée dans chacune des commissions spécialisées.

Pour assurer une participation active et efficace des représentants de la Direction, les Trésoriers-Payeurs Généraux sont invités à porter à la connaissance du Bureau C 3, toutes les informations qu'ils peuvent recueillir dans le domaine des marchés de l'Etat et de nature à intéresser les commissions. Ils ne manqueront pas, en outre, de faire part des problèmes rencontrés à l'occasion de la sélection opérée selon les directives des Présidents de commissions.

De son côté, la Direction informera les Trésoriers-Payeurs Généraux des observations générales ou particulières que lui permettra de dégager sa participation aux différentes commissions.

VII. — Mesure transitoire.

Chaque commission spécialisée ne devant entrer en fonctions qu'un mois après la parution au *Journal officiel* de l'arrêté nommant le président et le vice-président, les commissions consultatives et les groupes spécialisés sont provisoirement maintenus en place.

A titre transitoire, et jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par les commissions spécialisées, ces organismes poursuivent l'examen des dossiers dont ils auront été régulièrement saisis, leurs seuils de compétence étant toutefois, dès maintenant, relevés au niveau des seuils d'examen sélectif fixés pour les commissions spécialisées.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux sont invités à saisir la Direction, sous le timbre du Bureau C 3, des difficultés d'application auxquelles donnerait lieu la présente instruction.

INSTRUCTION N° 72-85 - B 1 du 21 juin 1972.
--

Ils s'attacheront tout particulièrement à relever et à signaler :

- les cas dans lesquels — s'agissant de dossiers soumis à la procédure d'examen systématique — la commission spécialisée n'ayant pas fait connaître son avis dans le délai de trente jours francs à la personne responsable, cette dernière aurait poursuivi sans autre formalité la passation du marché ;
- les cas dans lesquels la compétence de la commission saisie leur paraîtrait douteuse.

Enfin, des instructions particulières seront adressées, si besoin est, aux agents comptables des établissements publics nationaux à caractère administratif sous le timbre du Bureau D 4 de la Direction.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

JEAN FARGE.

**DECRET N° 72-198 DU 13 MARS 1972
MODIFIANT LE CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,
Vu le décret n° 64-729 du 17 juillet 1964 portant codification des textes réglementaires relatifs aux marchés publics, modifié par les décrets n° 66-886, 66-887 et 66-888 du 28 novembre 1966, n° 67-1025 du 15 novembre 1967, n° 69-499 du 30 mai 1969, n° 69-566 et 69-567 du 12 juin 1969 et n° 71-50 du 18 janvier 1971 ;

Vu l'avis de la commission centrale des marchés ;
Après avis du Conseil d'Etat (section des finances),

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le code des marchés publics est modifié comme suit :

I. — Article 5 : le troisième alinéa est abrogé.

II. — Article 15 : le quatrième alinéa est ainsi modifié :

« Les sections peuvent également demander aux ministres intéressés tous renseignements utiles et procéder, avec leur accord, à toutes enquêtes sur place. Pour ces enquêtes, il peut être demandé le concours soit des services d'inspection et de contrôle des administrations intéressées, soit des commissions spécialisées des marchés. »

III. — Article 17 : le troisième alinéa est abrogé.

IV. — Art. 104 (12°) : le deuxième alinéa est abrogé et le troisième alinéa est ainsi modifié :

« Lesdits marchés, appelés marchés de reconduction, ne peuvent... » (la suite sans changement).

V. — L'article 141 est ainsi modifié :

« La garantie prévue à l'article 133 peut être, au titre d'un marché passé de gré à gré, supprimée ou réduite par décision du ministre intéressé, sauf opposition du contrôleur financier. »

VI. — L'article 142 est ainsi modifié :

« La garantie prévue à l'article 133 peut être, au titre des marchés passés pour les besoins de la défense et au cours des périodes définies à l'article 155 (7°) supprimée ou réduite, par décision générale prise conjointement par le ministre intéressé et le ministre de l'économie et des finances. »

VII. — L'article 158 est abrogé.

VIII. — L'article 159 est ainsi modifié :

« Les marchés portant sur des fournitures d'origine étrangère et en provenance directe de l'étranger peuvent faire l'objet de dérogation aux limitations fixées par le f du premier alinéa et par le dernier alinéa de l'article 156. »

IX. — Article 160 : le deuxième alinéa est abrogé.

X. — Le paragraphe 2 (contrôle des organismes mixtes) du chapitre I^{er} du titre IV du livre II est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

§ 2. — *Commissions spécialisées des marchés.*

Article 206.

Sont instituées des commissions spécialisées des marchés dont la composition, la compétence et les règles générales de fonctionnement font l'objet des dispositions ci-après.

Article 207.

Un décret, pris après avis de la section administrative de la commission centrale des marchés, fixe la liste, les modalités de constitution, la composition détaillée, les attributions et les règles particulières de fonctionnement des commissions spécialisées ainsi que les dates auxquelles elles entreront en fonctions.

Il détermine également les conditions de fixation des seuils d'examens systématiques et sélectifs définis à l'article 212.

Article 208.

Chaque commission spécialisée comprend au moins les membres suivants :

1° Ayant voix délibérative :

Un président ;

Un vice-président ;

Un représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission spécialisée ;

Un représentant de chacun des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission ;

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable du marché examiné, au sens de l'article 44 du présent code ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

2° Ayant voix consultative :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

La personne responsable du marché examiné ou son représentant.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 209.

Les commissions peuvent entendre des personnalités désignées par le président à raison de leur compétence.

Article 210.

Le président et le vice-président de chaque commission sont désignés par arrêté du Premier ministre, comme il sera dit par le décret prévu à l'article 207.

Le président est un membre du Conseil d'Etat, un magistrat de la Cour des comptes, un membre de l'inspection générale des finances, un membre du contrôle général des armées ou un haut fonctionnaire appartenant à un autre corps et ayant une compétence particulière dans le domaine intéressant la commission ; le vice-président est membre d'un autre corps que celui auquel appartient le président.

Les autres membres ayant voix délibérative et leur suppléant sont désignés par décision de l'autorité qu'ils représentent.

Article 211.

Chaque commission spécialisée des marchés dispose d'un secrétariat particulier rattaché administrativement au secrétariat général de la commission centrale des marchés ainsi que de rapporteurs chargés d'étudier et de présenter les dossiers de la commission.

Les rapporteurs sont choisis soit parmi les membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes ou de l'inspection générales des finances, sur proposition du vice-président du Conseil

d'Etat ou du premier président de la Cour des comptes ou du chef du service de l'inspection générale des finances, soit parmi les fonctionnaires n'appartenant pas au service contractant.

La liste des rapporteurs est arrêtée par le président avec l'accord des autorités dont ils dépendent.

Le président attribue les affaires à chaque rapporteur.

Article 212.

Sont adressés à la commission spécialisée compétente, sous réserve des dispositions des articles 213 et 217 :

1° Tout projet de marché dont le montant est supérieur à un seuil, appelé seuil d'examen systématique ; la commission est tenue d'examiner ces projets ;

2° Tout projet de marché dont le montant, bien qu'inférieur au seuil d'examen systématique, est supérieur à un seuil, appelé seuil d'examen sélectif ; parmi ces projets la commission n'examine que ceux qui sont choisis dans les conditions précisées à l'article 215 ;

3° Tout projet de convention fixant, en vue de marchés à passer, les modalités de détermination des prix d'une catégorie de prestations ; ces projets font l'objet d'un examen systématique ;

4° Tout projet de marché, dont le montant est inférieur au seuil d'examen sélectif, ayant pour objet des travaux d'études ou de construction de prototypes, qui contient des clauses relatives à des droits de propriété industrielle ; ces projets font l'objet d'un examen sélectif ; toutefois, la commission compétente peut dispenser d'examen les projets de tels marchés répondant aux conditions qu'elle définit ;

5° Tout projet de marché de reconduction passé en application de l'article 104-12°, dont le montant est inférieur au seuil d'examen sélectif, si le marché auquel il fait suite a été transmis à la commission pour examen sélectif ou systématique ou si, ajouté au montant de ce marché, le montant dépasse le seuil d'examen sélectif ; ces projets font l'objet d'un examen sélectif ;

6° Tout projet d'avenant à un marché ayant été transmis à la commission pour examen sélectif ou systématique ainsi que les avenants, qui, à raison de leur montant ou des clauses qu'ils contiennent, rendent les marchés auxquels ils se rapportent passibles d'un examen ; ces projets font l'objet d'un examen sélectif ;

7° Certaines catégories de projets de marchés, définies par décision du ministre intéressé, qui, bien que non passés par ses services entraînent des dépenses financées totalement ou partiellement par son département ou par un établissement public d'Etat n'ayant pas le caractère industriel ou commercial placé sous sa tutelle ; l'examen est sélectif ou systématique selon les critères indiqués ci-dessus.

Article 213.

Chaque ministre peut soumettre à l'avis de la commission spécialisée compétente les affaires énumérées ci-après :

1° Les dossiers d'appel à la concurrence dont le montant estimé est supérieur au seuil d'examen sélectif. Si ce montant est supérieur au seuil d'examen systématique, l'examen est systématique. Dans le cas contraire, il est sélectif.

Les marchés ultérieurs sont dispensés d'examen si les dossiers d'appel à la concurrence n'ont pas été examinés ou si, ces dossiers ayant été examinés, les conditions minimales imposées à ces marchés par la commission ont été respectées.

2° Les projets de marchés types fixant, en vue de marchés à passer, les prescriptions techniques et administratives communes à une catégorie de prestations. Ces projets de marchés types font l'objet d'un examen systématique.

Les marchés passés en application de ces marchés types et qui sont conformes pour les prix à des conventions approuvées par la commission spécialisée sont dispensés d'examen.

Article 214.

Les ministres intéressés peuvent également demander aux commissions spécialisées de leur donner un avis sur :

- 1° Tout problème relatif à la préparation, à la passation ou à l'exécution de marchés, avenants ou conventions ;
- 2° Tout projet de marché, d'avenant ou de convention, non mentionné aux articles 212 et 213.

Article 215.

Les affaires faisant l'objet d'un examen sélectif sont choisies par le président de chaque commission ou, suivant les directives qu'il fixe, par les personnes qu'il désigne.

Article 216.

Tout dossier adressé à une commission fait l'objet d'un accusé de réception.

Pour les projets soumis à examen sélectif, la décision de les examiner ou non doit être portée à la connaissance de la personne responsable dans un délai de dix jours francs à compter de la date de l'accusé de réception. Dès réception d'une décision de non-examen ou après l'expiration du délai de dix jours francs, la personne responsable peut poursuivre la procédure de passation du marché.

Pour les projets soumis à examen systématique, comme pour ceux qui ont fait l'objet d'une décision d'examen, l'avis de la commission doit être porté à la connaissance de la personne responsable dans un délai de trente jours francs à compter de la date de l'accusé de réception ; ce délai peut être prorogé par une décision motivée du président de la commission. Dès réception de l'avis de la commission ou après expiration du délai indiqué ci-dessus, la personne responsable peut poursuivre la procédure de passation du marché, sous réserve des dispositions de l'article 218.

Article 217.

Lorsque la passation d'un marché présente un caractère d'urgence impérieuse ou quand de très courts délais d'option sont imposés à l'administration, notamment dans le cas d'achats de matières, produits ou marchandises dont les cours évoluent rapidement, la personne responsable peut prendre la décision motivée de passer le marché sans demander l'avis de la commission ; elle rend compte au ministre et communique immédiatement le dossier du marché, accompagné de cette décision motivée, au président qui peut décider de le faire examiner *a posteriori*.

Article 218.

L'avis de la commission spécialisée ne lie pas la personne responsable du marché : toutefois, si elle passe outre à un avis défavorable ou à des réserves accompagnant un avis favorable, elle doit motiver sa décision par écrit, en rendre compte au ministre et en informer le président de la commission.

Article 219.

Lorsqu'il estime que les observations ou recommandations de la commission sont d'une particulière importance, le président peut les communiquer aux ministres intéressés.

Article 220.

Un rapporteur général, nommé par arrêté du ministre de l'économie et des finances et placé auprès du secrétaire général de la commission centrale des marchés, est chargé de coordonner les activités des commissions spécialisées.

Les présidents des commissions spécialisées lui adressent la liste des dossiers reçus, les ordres du jour et les procès-verbaux des séances ainsi que les rapports annuels d'activité des commissions.

Le rapporteur général assiste, avec voix consultative, aux réunions des commissions.

En cas de besoin, il désigne, après consultation des présidents intéressés, la commission compétente pour examiner une affaire.

Il établit un rapport annuel sur l'activité de l'ensemble des commissions spécialisées qu'il adresse au président du comité de coordination prévu à l'article 4 du présent code.

Article 221.

Le président du comité de coordination de la commission centrale des marchés réunit périodiquement les présidents des sections de la commission centrale, les présidents et le rapporteur général des commissions spécialisées ainsi que le secrétaire général de la commission centrale des marchés afin de coordonner l'activité des commissions spécialisées et d'examiner le rapport annuel mentionné à l'article 220.

Le président du comité de coordination peut inviter les présidents des commissions de marchés auprès d'établissements publics, d'entreprises publiques industrielles et commerciales ou de collectivités locales à participer aux réunions prévues ci-dessus.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mars 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*
JEAN TAITTINGER.

DECRET N° 72-199 DU 13 MARS 1972
RELATIF AUX COMMISSIONS SPECIALISEES DES MARCHES,
PRIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 207
DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, du ministre d'Etat chargé des réformes administratives, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des affaires culturelles, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement, du ministre du développement industriel et scientifique, du ministre de l'équipement et du logement, du ministre des postes et télécommunications, du ministre de l'agriculture, du ministre des transports, du ministre du travail, de l'emploi et de la population, du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale et du ministre des anciens combattants et des victimes de guerre,

Vu le code des marchés publics et notamment son article 207 ;

Vu l'avis de la commission centrale des marchés ;

Après avis du Conseil d'Etat (section des finances),

Décète :

Article 1^{er}.

Il est créé sept commissions spécialisées des marchés ainsi dénommées :

Commission des marchés de génie civil ;

Commission des marchés de bâtiment ;

Commission des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux ;

Commission des marchés d'électronique et de télécommunications ;

Commission des marchés de matériels mécaniques, électriques et d'armement ;

Commission des marchés d'informatique ;

Commission des marchés d'approvisionnements généraux.

Article 2.

Commission des marchés de génie civil.

I. — La commission des marchés de génie civil est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition du ministre de l'équipement et du logement ;

2° De neuf membres ayant voix délibérative, qui sont :

Au titre de représentants du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : deux représentants du ministre de l'équipement et du logement ;

Au titre de représentants des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission :

Un représentant du ministre chargé de la défense nationale ;

Un représentant du ministre de l'équipement et du logement ;

Un représentant du ministre des postes et télécommunications ;

Un représentant du ministre des transports.

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

3° De membres ayant voix consultative, qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétences de la commission des marchés de génie civil sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : sept millions de francs, taxes comprises ;

2° Seuil d'examen sélectif : trois millions de francs, taxes comprises ;

3° Toutefois, pour les projets ayant pour objet des études, le seuil d'examen sélectif est fixé à 1 million de francs, taxes comprises.

III. — La commission des marchés de génie civil est compétente pour examiner toutes les affaires, mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

Infrastructure des voies de communications, notamment routières, ferroviaires et navigables, des ports fluviaux, des ports maritimes et des pistes d'aviation ; ouvrages, équipements, approvisionnements et prestations directement rattachés à ces infrastructures et à leur entretien ;

Réseaux de transports de fluides, d'eaux usées ou pluviales, de drainage, installations de stockage, de pompage et de traitement rattachées à ces réseaux ;

Terrassements, dragages, fondations, travaux souterrains, travaux sous l'eau, à l'exception de ceux incorporés dans un marché de construction de bâtiments ;

Digues, quais et barrages ;

Ouvrages d'art, notamment en maçonnerie, béton ou métal ;

Aménagements d'espaces verts et de terrains de sport ou de loisir non incorporés dans les marchés de construction d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles ;

Etudes relatives aux activités précédentes et études d'urbanisme.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé de la défense nationale, du ministre de l'équipement et du logement, du ministre des postes et télécommunications et du ministre des transports.

Article 3.

Commission des marchés de bâtiment.

I. — La commission des marchés de bâtiment est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition conjointe du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'équipement et du logement ;

2° De onze membres ayant voix délibérative, qui sont :

Au titre de représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : un représentant du ministre de l'équipement et du logement ;

Au titre de représentants des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission :

Deux représentants du ministre de l'éducation nationale ;

Un représentant du ministre chargé de la défense nationale ;

Un représentant du ministre de l'équipement et du logement ;

Un représentant du ministre des postes et télécommunications.

Au titre de représentants de ministres intéressés par les activités du bâtiment :

Un représentant du ministre des affaires culturelles ;

Un représentant du ministre du développement industriel et scientifique.

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

3° De membres ayant voix consultative, qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés de bâtiment sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 9 millions de francs, taxes comprises ;

2° Seuil d'examen sélectif : 3 millions de francs, taxes comprises ;

3° Toutefois, pour les projets de marchés ayant pour objet des études concernant des activités de bâtiment, le seuil d'examen sélectif est fixé à 1 million de francs, taxes comprises.

Pour les travaux d'une même opération faisant l'objet de marchés distincts, le montant prévisionnel de l'ensemble des marchés à passer pour cette opération doit être considéré pour apprécier si les seuils prévus ci-dessus sont atteints. Toutefois, les projets de marchés d'un montant inférieur à 300.000 F, taxes comprises, sont dispensés d'examen.

III. — La commission des marchés de bâtiment est compétente pour examiner toutes les affaires mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

Etudes et travaux de bâtiment ;

Fournitures et installations annexes, telles que les ascenseurs ou le chauffage ;

Fondations, terrassements même en grandes masses, voirie et réseaux divers annexes de la construction de bâtiments, aménagements d'espaces verts, d'aires de jeux, de sport ou de loisirs incorporés dans les marchés de construction d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé de la défense nationale, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'équipement et du logement et du ministre des postes et télécommunications.

Article 4.

Commission des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux.

I. — La commission des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition du ministre chargé de la défense nationale.

2° De sept membres ayant voix délibérative qui sont :

Au titre de représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : un représentant du ministre chargé de la défense nationale ;

Au titre de représentants du ministre qui passe fréquemment des marchés soumis à la commission : deux représentants du ministre chargé de la défense nationale ;

Au titre de représentant du ministre intéressé par les activités d'aéronautique et spatiales : un représentant du ministre des transports ;

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

3° De membres ayant voix consultative qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le délégué général à la recherche scientifique et technique ou son représentant ;

Le président du centre national d'études spatiales ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 15 millions de francs, taxes comprises.

2° Seuil d'examen sélectif : 3 millions de francs, taxes comprises.

III. — La commission des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux est compétente pour examiner toutes les affaires mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

Aéronefs et parties d'aéronef, notamment cellules, moteurs à explosion, propulseurs à réaction ;

Equipements et accessoires d'aéronef non électroniques, embarqués ou au sol ;

Parachutes ;

Matériels d'aéronautique divers ;

Engins spéciaux non destructifs ou destructifs, y compris leurs équipements et accessoires, notamment le matériel de lancement pour engins spéciaux, les lanceurs spatiaux, les satellites.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé de la défense nationale.

Article 5.

Commission des marchés d'électronique et de télécommunications.

I. — La commission des marchés d'électronique et de télécommunications est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition conjointe du ministre chargé de la défense nationale et du ministre des postes et télécommunications ;

2° De huit membres ayant voix délibérative qui sont :

Au titre de représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : un représentant du ministre du développement industriel et scientifique ;

Au titre de représentants des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission :

Deux représentants du ministre chargé de la défense nationale ;

Deux représentants du ministre des postes et télécommunications.

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

3° De membres ayant voix consultative qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le délégué général à la recherche scientifique et technique ou son représentant ;

Le directeur du centre national d'études des télécommunications ou son représentant ;

L'administrateur général du commissariat à l'énergie atomique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés d'électronique et de télécommunications sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 10 millions de francs, taxes comprises.

2° Seuil d'examen sélectif : 3 millions de francs, taxes comprises.

III. — La commission des marchés d'électronique et de télécommunications est compétente pour examiner toutes les affaires mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

Matériel électronique professionnel ;

Matériel et systèmes d'automatismes industriels et de contrôle automatique ;

Matériel de télécommunications y compris les fils et câbles ;

Matériels électriques et électroniques de mesure et instruments scientifiques, électroniques ou optiques ;

Matériels d'électricité et d'électronique médicale et de radiologie ;

Matériels électroniques d'enregistrement et de reproduction du son ou de l'image ainsi que les récepteurs de radio et de télévision ;

Matériels électroniques d'océanologie ;

Composants électroniques actifs ou passifs ;

Les matériels d'informatique de la défense nationale destinés à un usage opérationnel ;

Les matériels d'informatique à usage opérationnel qui ont pour objet la commutation électronique ou qui sont destinés soit à la gestion technique, soit à l'exploitation automatique d'un réseau téléphonique.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé de la défense nationale et du ministre des postes et télécommunications.

Article 6.

Commission des marchés de matériels mécaniques, électriques et d'armement.

I. — La commission des marchés de matériels mécaniques, électriques et d'armement est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition du ministre chargé de la défense nationale.

2° De sept membres ayant voix délibérative qui sont :

Au titre de représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : un représentant du ministre du développement industriel et scientifique ;

Au titre de représentants du ministre qui passe fréquemment des marchés soumis à la commission : deux représentants du ministre chargé de la défense nationale ;

Au titre de représentant du ministre intéressé par les activités des industries mécaniques, électriques et d'armement : un représentant du ministre des transports ;

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant ;

3° De membres ayant voix consultative qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le délégué général à la recherche scientifique et technique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés de matériels mécaniques, électriques et d'armement sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 7 millions de francs, taxes comprises ;

2° Seuil d'examen sélectif : 3 millions de francs, taxes comprises.

III. — La commission des marchés de matériels mécaniques, électriques et d'armement est compétente pour examiner toutes les affaires, mentionnées, aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

Gros matériels d'équipement, notamment équipement général et spécialisé pour l'industrie, machines-outils ;

Matériel de précision ;

Matériel électrique à l'exception du matériel de télécommunications ;

Automobiles, motocycles et cycles et leurs accessoires ;

Matériel ferroviaire ;

Navires, engins flottants et constructions navales ;

Armement, notamment chars et engins blindés, artillerie et armes légères, munitions et poudres, armements divers.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé de la défense nationale.

Article 7.

Commission des marchés d'informatique.

I. — La commission des marchés d'informatique est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre sur proposition conjointe du ministre de l'économie et des finances et du ministre du développement industriel et scientifique ;

2° De onze membres ayant voix délibérative qui sont :

Au titre de représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : un représentant du ministre du développement industriel et scientifique ;

Au titre de représentants des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission :

Un représentant du ministre chargé de la défense nationale ;

Un représentant du ministre de l'économie et des finances ;

Un représentant du ministre de l'éducation nationale ;

Un représentant du ministre des postes et télécommunications.

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le délégué à l'informatique ou son représentant ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant ;

Une personnalité compétente choisie parmi les personnels des entreprises publiques, nommée par arrêté du ministre de l'économie et des finances ;

Une personnalité compétente dans le domaine de la téléinformatique, nommée par arrêté du ministre des postes et télécommunications.

3° De membres ayant voix consultative qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés d'informatique sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 3 millions de francs, taxes comprises en cas d'achat de matériel, ou 75.000 francs par mois, taxes comprises dans le cas d'un matériel loué ou pris en crédit-bail. Ce seuil est applicable aux affaires mentionnées aux a et b du III ci-dessous.

Pour les affaires mentionnées aux c et d de ce III, le seuil d'examen systématique est fixé à 800.000 F, taxes comprises ;

2° Seuil d'examen sélectif : 600.000 F, taxes comprises en cas d'achat de matériel, ou 15.000 F par mois, taxes comprises, en cas de location ou de prise en crédit-bail, pour les affaires mentionnées aux a et b du III ci-dessous.

Pour les affaires mentionnées aux c et d de ce III, le seuil d'examen sélectif est fixé à 300.000 F, taxes comprises.

III. — La commission des marchés d'informatique est compétente pour examiner toutes les affaires, mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés et concernant notamment les matières suivantes :

a) Fourniture et entretien des matériels et ensembles de matériels, le cas échéant installés dans des lieux différents mais interconnectés et destinés à la saisie ou au traitement de l'information sous forme numérique ou analogique ;

b) Fourniture et entretien des matériels de bureau construits pour l'exécution d'un nombre limité de tâches et destinés à exécuter séparément des travaux de même nature, qu'ils soient ou non installés dans un même lieu ;

c) Prestation de services suivants d'informatique :

Exécution de travaux de traitement de l'information au moyen de matériels semblables à ceux qui sont mentionnés au a et appartenant au titulaire du marché ;

Etude et définition de processus, établissement de programmes de traitement, devant être utilisés sur des matériels d'informatique, avec ou sans fourniture des moyens matériels nécessaires à l'exécution de ces opérations ;

Etude, définition et choix de matériels d'informatique pouvant traiter des travaux administratifs sur la base des éléments caractéristiques des tâches ;

Formation du personnel destiné à l'emploi des matériels mentionnés aux a et b ci-dessus.

d) Etude de matériels d'informatique, des procédés, de leur réalisation et des organes entrant dans leur fabrication ainsi que des méthodes et techniques nécessaires à la mise en œuvre de ces matériels.

e) Toutefois, ne sont pas soumis à la commission des marchés d'informatique les marchés de fourniture et d'entretien :

Des matériels d'informatique de la défense nationale destinés à un usage opérationnel ;

Des matériels d'informatique à usage opérationnel qui ont pour objet la commutation électronique ou qui sont destinés soit à la gestion technique soit à l'exploitation automatique d'un réseau téléphonique.

Ces marchés relèvent de la commission des marchés d'électronique et de télécommunications.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé de la défense nationale, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre des postes et télécommunications.

Article 8.

Commission des marchés d'approvisionnement généraux.

I. — La commission des marchés d'approvisionnements généraux est composée :

1° D'un président et d'un vice-président, nommés par le Premier ministre, sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

2° De neuf membres ayant voix délibérative qui sont :

Au titre de représentants du ministre chargé du principal secteur d'activité entrant dans la compétence de la commission : deux représentants du ministre du développement industriel et scientifique ;

Au titre de représentants des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission :

Deux représentants du ministre chargé de la défense nationale ;

Un représentant du ministre des postes et télécommunications.

Au titre de représentant du ministre intéressé par les activités d'approvisionnements généraux : un représentant du ministre de l'agriculture ;

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable de l'affaire examinée ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

3° De membres ayant voix consultative qui sont :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

Le rapporteur général des commissions spécialisées ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

II. — Les seuils de compétence de la commission des marchés d'approvisionnements généraux sont les suivants :

1° Seuil d'examen systématique : 6 millions de francs, taxes comprises ;

2° Seuil d'examen sélectif : 2 millions de francs, taxes comprises ;

3° Toutefois, pour les projets de marchés ayant pour objet des études, le seuil d'examen sélectif est fixé à 300.000 F, taxes comprises.

III. — La commission des marchés d'approvisionnements généraux est compétente pour examiner toutes les affaires, mentionnées aux articles 212, 213 et 214 du code des marchés, qui, à raison de leur objet principal, ne relèvent pas de la compétence d'une des autres commissions spécialisées.

Cette commission est notamment compétente pour les études socio-économiques, à l'exception des études d'urbanisme qui relèvent de la commission des marchés de génie civil.

IV. — Les dispositions des I et III du présent article peuvent être modifiées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé de la défense nationale et du ministre des postes et télécommunications.

Article 9.

Chaque commission spécialisée entrera en fonctions un mois après la publication au *Journal officiel* de l'arrêté nommant le président et le vice-président.

A cette date, les commissions consultatives des marchés ou les groupes spécialisés prévus à l'article 206 du code des marchés publics dans sa rédaction antérieure à celle du décret n° 72-198 du 13 mars 1972 ne seront plus saisis des dossiers relevant de la commission spécialisée entrant en fonctions.

Les commissions consultatives et les groupes spécialisés poursuivront l'examen des dossiers dont ils auront été régulièrement saisis avant cette date, suivant les règles qui leur sont applicables. Toutefois, dès la publication du présent décret, les seuils de compétence de ces commissions et groupes sont relevés au niveau des seuils d'examen sélectif fixés aux articles 2 à 8 ci-dessus.

Article 10.

Les seuils de compétence de chaque commission spécialisée, fixés aux II des articles 2 à 8 ci-dessus, peuvent être modifiés, sur l'initiative ou après avis de cette commission, par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ou des ministres sur proposition desquels sont désignés le président et le vice-président.

Article 11.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le ministre d'Etat chargé des réformes administratives, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des affaires culturelles, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, le ministre du développement industriel et scientifique, le ministre de l'équipement et du logement, le ministre des postes et télécommunications, le ministre de l'agriculture, le ministre des transports, le ministre du travail, de l'emploi et de la population, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, le ministre des anciens combattants et des victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mars 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale,

MICHEL DEBRÉ.

Le ministre d'Etat chargé des réformes administratives,

ROGER FREY.

*Le ministre d'Etat chargé des départements
et territoires d'outre-mer,*

PIERRE MESSMER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

RENÉ PLEVEN.

Le ministre des affaires étrangères,

MAURICE SCHUMANN.

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
OLIVIER GUICHARD.

Le ministre des affaires culturelles,
JACQUES DUHAMEL.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé du Plan et de l'aménagement du territoire,*
ANDRÉ BETTENCOURT.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la protection de la nature et de
l'environnement,*
ROBERT POUJADE.

*Le ministre du développement industriel
et scientifique,*
FRANÇOIS ORTOLI.

Le ministre de l'équipement et du logement,
ALBIN CHALANDON.

Le ministre des postes et télécommunications,
ROBERT GALLEY

Le ministre de l'agriculture,
MICHEL COINTAT.

Le ministre des transports,
JEAN CHAMANT.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la population,
JOSEPH FONTANET.

*Le ministre de la santé publique
et de la sécurité sociale,*
ROBERT BOULIN.

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de guerre,*
HENRI DUVILLARD.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*
JEAN TAITTINGER.

**CIRCULAIRE DU 6 AVRIL 1972
RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONTROLE « A PRIORI »
DES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE L'ETAT**

Paris, le 6 avril 1972.

*Le Premier ministre,
à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat.*

Jusqu'à la récente modification du code des marchés publics le contrôle *a priori* des marchés était exercé par des commissions consultatives placées auprès de chaque ministère intéressé, ou par des groupes spécialisés rattachés au ministère de l'économie et des finances.

Soucieux, avec le ministre de l'économie et des finances, d'alléger le contrôle *a priori* des marchés de l'Etat et de le rendre plus efficace, j'avais, au mois de janvier 1970, demandé à la commission centrale des marchés de me présenter des propositions en ce sens.

Ces propositions viennent de se concrétiser dans deux décrets n° 72-198 et 72-199 du 13 mars 1972 qui sont commentés dans l'instruction d'application qui vous est adressée ci-jointe.

Je tiens par la présente lettre, à appeler votre attention sur les principes de la réforme et sur les conditions de sa réussite.

Les objectifs des modifications apportées par les nouveaux textes doivent être soulignés en premier lieu.

L'esprit de cette réforme conduit à infléchir la notion de contrôle *a priori* en marquant fortement le caractère d'aide à la personne responsable que doit revêtir désormais l'examen préalable des marchés. L'avis des nouvelles commissions spécialisées a en effet pour principal objet d'éclairer la personne responsable, qui restera libre de sa décision et dont la responsabilité sera ainsi affirmée. L'exercice du contrôle de gestion *a posteriori* ne pourra que s'en trouver facilité.

Le dispositif retenu est également plus léger : le relèvement sensible des seuils d'examen et l'innovation que présente l'introduction de la notion de sélection ou de sondage pour la majorité des affaires réduiront le nombre des marchés transmis aux commissions ou examinés par elles.

L'allégement de la procédure résulte aussi de la fixation de délais courts et impératifs pour la sélection et l'examen des marchés : la sélection devra être opérée dans les dix jours ; quant aux affaires examinées, l'avis de la commission sera en général porté à la connaissance de la personne responsable dans un délai de trente jours francs à compter du dépôt du dossier. Passés ces délais, le service acheteur pourra poursuivre la procédure de passation du marché.

Plus léger, le dispositif doit se révéler plus efficace : les nouvelles commissions interministérielles, spécialisées selon l'objet du marché, assistées par des rapporteurs eux-mêmes spécialisés et pour certains permanents, seront en mesure d'étudier de façon plus approfondie un nombre plus réduit de dossiers.

Les commissions spécialisées vous permettront enfin d'être mieux informés des méthodes et des procédures d'achat utilisées par vos services : lorsque les remarques d'une commission revêtiront une particulière importance, le président devra les porter à votre connaissance par une note explicitant les critiques et proposant les solutions ou modifications nécessaires.

Ces objectifs ne pourront être atteints que si certaines conditions se trouvent réalisées.

En premier lieu le choix des hommes est essentiel.

Le président et le vice-président de chacune des commissions seront nommés par arrêté sur proposition des ministres mentionnés dans le décret n° 72-199. En règle générale, les hauts fonctionnaires devront avoir l'un une compétence principalement administrative ou économique, l'autre une compétence essentiellement technique et ne pas relever du même département ministériel.

Il conviendra d'autre part pour assurer un bon fonctionnement des commissions spécialisées que vous mettiez des fonctionnaires de qualité, de formation juridique ou technique, à la disposition du secrétariat général de la commission centrale des marchés.

Le succès de la réforme suppose également une concertation de toutes les personnes intéressées.

Des relations étroites seront établies par le rapporteur général avec les différents ministères de façon à éviter l'apparition de divergences entre les différents départements dans l'interprétation des textes et l'application de la politique des marchés.

Dans le même esprit des contacts suffisamment fréquents seront développés avec les organismes professionnels afin d'informer les professions des méthodes de travail des commissions compétentes et des observations générales qu'elles seront conduites à formuler.

L'établissement de ces différentes liaisons, de même que la coordination indispensable des sept commissions, seront grandement facilités par la concentration en un même lieu, auprès du rapporteur général, des secrétariats des commissions.

La substitution du nouveau dispositif à l'ancien sera réalisée progressivement et dans les délais les plus brefs au fur et à mesure de la mise en place de chacune des commissions spécialisées.

Mais l'effet d'allégement du contrôle attendu de la réforme doit être perçu immédiatement puisque, dès maintenant, les seuils nouveaux sont substitués aux anciens pour les commissions ministérielles restant temporairement en fonction.

Aussi vous demanderai-je que ne soit pas créée, ou que soit supprimée lorsqu'elle existe, toute commission ministérielle investie d'une fonction d'examen des marchés, qui conduirait à instituer un échelon supplémentaire dans un contrôle qui doit être assoupli.

Le Premier ministre,
JACQUES CHABAN-DELMAS.

INSTRUCTION RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONTROLE
« A PRIORI » DES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES
DE L'ETAT

Le contrôle *a priori* des marchés passés pour le compte de l'Etat est organisé par le titre IV, chapitre 1^{er}, du livre II du code des marchés publics. Ce texte a été récemment modifié dans certaines de ses dispositions essentielles par le décret n° 72-198 du 13 mars 1972, lui-même complété par le décret n° 72-199 de même date.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de cette réforme.

I. — LES NOUVELLES INSTITUTIONS D'EXAMEN DES MARCHÉS DE L'ETAT

1. *Les commissions spécialisées des marchés.*

Des organismes spécialisés selon l'objet des marchés, dénommés commissions spécialisées des marchés, sont substitués aux commissions consultatives ministérielles et aux groupes spécialisés. Ces commissions ne sont plus placées auprès d'un ministre déterminé mais ont un caractère interministériel.

Le décret n° 72-199 du 13 mars 1972 a fixé la liste, les modalités et dates de constitution des commissions, leur composition, leurs attributions, ainsi que leurs règles particulières de fonctionnement.

2. *Attribution des commissions spécialisées des marchés.*

Chaque commission est investie d'une fonction générale de conseil aux autorités qui lui soumettent des affaires ; ses avis portent sur la procédure de passation, sur la méthode de choix du titulaire, sur la convenance des clauses et conditions d'ordre administratif, technique, économique et financier inscrites dans le projet de marché. Un avis ne peut porter sur l'opportunité d'une dépense considérée dans son objet et dans son montant.

Dans la mesure où il porte sur un aspect technique d'un projet de marché, l'avis émis par une commission ne doit pas conduire à remettre en cause tout ou partie d'un projet résultant d'une décision ayant un caractère obligatoire pour la personne responsable.

Les commissions spécialisées donnent leur avis à la personne responsable des marchés ou au ministre qui les a saisies, sous différentes formes : l'avis peut être favorable, favorable mais assorti de réserves ou défavorable.

Quelle que soit sa forme, l'avis d'une commission spécialisée ne lie pas la personne responsable, qui peut prendre la décision motivée de passer outre à l'avis de la commission.

De toutes façons, et en dehors de l'avis exprimé sous une des trois formes ci-dessus, la commission peut émettre des vœux, des recommandations ou des observations.

Lorsque les remarques d'une commission revêtiront une particulière importance, le président, conformément à l'article 219 du code des marchés, les portera à la connaissance des ministres intéressés par une note explicitant ses critiques et proposant les solutions ou modifications nécessaires.

Les ministres et les sections de la commission centrale des marchés pourront attirer plus particulièrement l'attention des différentes commissions spécialisées et du rapporteur général sur certains problèmes spécifiques.

3. *Composition des commissions.*

Les commissions spécialisées doivent présenter des garanties d'indépendance et de compétence dans tous les domaines où s'exerce leur action.

a) La présidence.

L'article 210 du code des marchés dispose que chacune des commissions est présidée par un membre du Conseil d'Etat, un magistrat de la Cour des comptes, un membre de l'inspection générale des finances, un membre du contrôle général des armées ou un haut fonctionnaire appartenant à un autre corps et ayant une compétence particulière dans le domaine intéressant la commission.

Le vice-président doit appartenir à un autre corps que le président. Il remplace de droit le président absent ou empêché.

Le président et le vice-président seront nommés par arrêté pris sous la signature du Premier ministre, sur proposition des ministres mentionnés dans le décret n° 72-199 du 13 mars 1972.

En règle générale, le président et le vice-président de chaque commission seront choisis parmi de hauts fonctionnaires ayant l'un une compétence principalement administrative ou économique, l'autre une compétence essentiellement technique, et ne relevant pas d'un même département ministériel.

Le président et le vice-président ne devront pas appartenir à un service susceptible de passer des marchés dans le domaine de la commission.

b) Les membres.

La composition des commissions a été fixée par le décret n° 72-199 du 13 mars 1972 ; chaque commission comprend au minimum, outre le président et le vice-président, les membres suivants ayant voix délibérative :

Un représentant du ministre chargé du principal secteur d'activité ou de la principale branche technique entrant dans les attributions de la commission spécialisée ;

Un représentant de chacun des ministres qui passent fréquemment des marchés soumis à la commission ; dans les ministères où existe un corps de contrôle ou d'inspection générale ayant compétence en matière de marchés, il est souhaitable qu'un représentant de ce corps soit membre, à ce titre, de la commission ;

Un représentant du ministre dont dépend la personne responsable du marché examiné ; si l'affaire examinée n'est pas un marché, le ministre qui soumet l'affaire doit se faire représenter.

Les ministres désignent tous leurs représentants par décision nominative ou ès qualités, ainsi qu'éventuellement leurs suppléants ;

Le directeur général du commerce intérieur et des prix ou son représentant ;

Le contrôleur financier intéressé par l'affaire examinée ou son représentant.

Participent, avec voix consultative, aux activités de chaque commission :

Le secrétaire général de la commission centrale des marchés ou son représentant ;

Le directeur de la comptabilité publique ou son représentant ;

La personne responsable de l'affaire examinée ou son représentant.

Le rapporteur général des commissions spécialisées assiste également aux séances avec voix consultative, ainsi qu'en dispose l'article 220 du code des marchés ; en cas d'absence, il est souhaitable qu'il puisse se faire représenter.

Des membres ayant voix délibérative ou consultative, autres que ceux mentionnés ci-dessus, sont prévus dans le décret n° 72-199 du 13 mars 1972, pour certaines commissions, afin de faire bénéficier ces dernières de leur compétence particulière.

c) Participation d'experts.

L'article 209 du code des marchés a prévu que les commissions peuvent entendre des personnalités désignées par les présidents à raison de leur compétence.

Cette possibilité devrait être largement utilisée. Des personnalités appartenant ou non à l'administration pourraient être invitées à l'occasion de l'examen d'une affaire particulière ou d'une catégorie déterminée de dossiers. Il convient notamment de citer, parmi ces personnalités, les fonctionnaires coordonnateurs et les membres des conseils généraux pouvant exister dans certains ministères. Un représentant du ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement devra pouvoir faire connaître son avis sur les affaires susceptibles d'entraîner des nuisances diverses s'il n'a pas déjà été consulté à un stade antérieur des projets.

4. Information des organismes professionnels.

Les professions intéressées par les activités entrant dans les attributions d'une commission seront informées des méthodes de travail et des observations d'ordre général de la commission au moyen de réunions périodiques, tenues à l'initiative du président.

Cette audition doit être au moins annuelle. Cette disposition générale ne fait pas obstacle à ce que, pour une affaire ou un problème particulièrement délicat, soit demandé l'avis de la profession.

5. Réunions de coordination des commissions spécialisées.

Les problèmes généraux intéressant l'ensemble des commissions spécialisées font l'objet de réunions de coordination, prévues à l'article 221 du code, qui rassemblent, sous la présidence du président du comité de coordination de la commission centrale des marchés, les présidents des sections, les présidents et le rapporteur général des commissions spécialisées, ainsi que le secrétaire général de la commission centrale des marchés.

Cette assemblée examine le rapport annuel d'activité de l'ensemble des commissions spécialisées établi par le rapporteur général ; ce document devra insister sur les questions examinées par les commissions qui sont susceptibles d'intéresser les ministres et pourra proposer les modifications de textes ou de pratiques, qui sont apparues nécessaires et souhaitables. Le rapport annuel doit faire état des conclusions tirées de l'audition des représentants des professions.

Il serait utile que le président du comité de coordination utilise largement la possibilité, prévue au 2^e alinéa de l'article 221, d'inviter aux réunions mentionnées ci-dessus les présidents des commissions de marchés auprès d'entreprises publiques industrielles et commerciales ou de collectivités locales, afin de mieux assurer l'information de ces présidents et de faire bénéficier les autres membres de leur expérience.

II. — LES MOYENS ADMINISTRATIFS **DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPÉCIALISÉES**

Chaque commission spécialisée dispose d'un secrétariat placé sous l'autorité du président et rattaché pour sa gestion administrative au secrétariat général de la commission centrale des marchés.

Un rapporteur général, placé auprès du secrétaire général de la commission centrale des marchés, coordonne l'activité des commissions spécialisées.

Provoquant la suppression des commissions consultatives ministérielles et des groupes spécialisés, la réforme doit libérer des moyens tels qu'il soit possible de faire fonctionner le nouveau dispositif sans mise en place de moyens administratifs supplémentaires.

1. Le rapporteur général.

Nommé par arrêté du ministre de l'économie et des finances, sur proposition du ministre dont il relève, il est investi des fonctions principales suivantes :

a) Il désigne la commission chargée d'examiner un dossier, en accord avec les présidents intéressés, lorsque ce dossier pose un problème au regard des règles de compétence des commissions ; en règle générale, si un marché a plusieurs objets, la commission compétente doit être celle dans les attributions de laquelle entre

l'objet principal ; si un dossier paraît comporter plusieurs objets principaux, le rapporteur général doit, en liaison avec les présidents intéressés, organiser la procédure d'examen de telle manière que l'avis de la commission compétente soit donné de la façon la plus éclairée et la plus prompte ; à cet effet, le président, certains membres, les secrétaires ou un rapporteur d'une des commissions susceptibles d'être intéressées peuvent être conviés par le président à participer aux travaux de la commission désignée comme compétente, ou être associés par tout autre procédé. La même procédure peut être utilisée lorsque est examinée une affaire incluant des clauses type inhabituelles pour une commission mais usuelles pour une autre.

Pour permettre l'exercice de cette attribution, les présidents des commissions doivent adresser au rapporteur général, avant chaque séance, la liste des dossiers transmis au secrétariat ainsi que l'ordre du jour de la réunion ; le rapporteur général peut se faire communiquer les dossiers reçus aux secrétariats. En cas de doute sur la compétence d'une commission, la personne responsable doit saisir le rapporteur général.

Même si la compétence d'une commission paraît douteuse au comptable assignataire, l'avis émis doit être considéré comme régulièrement donné si les conditions d'examen, précisées au III ci-après, ont été respectées.

b) Le rapporteur général gère administrativement les secrétariats des commissions spécialisées.

c) Il assiste les présidents dans leur rôle de sélection des dossiers et de désignation des rapporteurs. Il conseille ces derniers et les secrétaires pour l'étude des dossiers.

d) Il assure les échanges d'informations entre les secrétariats des différentes commissions et les services du secrétariat général de la commission centrale des marchés, en vue d'une exploitation efficace des données recueillies dans les dossiers soumis à examen.

e) Il établit le rapport annuel sur l'activité de l'ensemble des commissions spécialisées des marchés mentionné plus haut ; à cet effet, les procès-verbaux des séances et les rapports annuels d'activité des différentes commissions spécialisées lui sont adressés.

f) Il est chargé d'assurer l'exécution des décisions prises à l'issue des réunions de coordination prévues à l'article 221 du code des marchés.

L'énoncé de ces attributions met en évidence le rôle important du rapporteur général dans le nouveau dispositif ; la réforme ne pourra développer ses pleins effets que si une collaboration étroite et confiante s'instaure entre les présidents, les membres des commissions, les secrétaires et le rapporteur général. La position de ce dernier auprès du secrétariat général de la commission centrale des marchés assurera par ailleurs pleinement les étroites relations indispensables entre cet organisme et les commissions spécialisées.

2. Les secrétariats des commissions spécialisées.

Ils sont chargés d'assurer, sous l'autorité des présidents, la préparation, l'organisation et le secrétariat des séances.

Leur fonction consiste notamment en la réception et la sélection des dossiers, leur transmission aux rapporteurs, l'organisation des réunions, la rédaction et l'envoi des procès-verbaux de séance et des avis et observations émis, le retour des dossiers aux services.

En règle générale, les secrétariats comprennent au moins un secrétaire, assisté d'un personnel d'exécution. Les secrétaires sont désignés par l'administration dont ils relèvent, sur demande et avec l'accord du président.

3. Les rapporteurs.

L'article 211 du code des marchés prévoit que, pour chaque commission, une liste de rapporteurs est arrêtée par le président.

Ces rapporteurs sont choisis parmi les membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes, de l'inspection générale des finances ou parmi d'autres fonctionnaires ; pour établir la liste des rappor-

teurs, le président de chaque commission s'adresse à un ministre, au vice-président du Conseil d'Etat, au premier président de la Cour des comptes, au chef du service de l'inspection générale des finances, ou au dirigeant d'un organisme public disposant de personnel qualifié ; il arrête cette liste avec l'accord des autorités dont dépendent les rapporteurs ; il attribue ensuite les affaires à chaque rapporteur. Ce dernier ne doit pas appartenir au service contractant.

L'examen de certains dossiers pouvant exiger la consultation de documents contenant des informations couvertes par le secret de la défense nationale, les présidents des commissions et le rapporteur général veilleront à ce que plusieurs des rapporteurs inscrits sur la liste mentionnée plus haut soient habilités à recevoir communication de ces informations, selon la procédure prévue par la réglementation en vigueur (instruction interministérielle n° 2000/DN/SD du 14 décembre 1966 sur la protection du secret dans la défense nationale).

Les rapporteurs d'un dossier seront de préférence choisis parmi les spécialistes du domaine considéré afin que leur étude, notamment sous l'angle technique et économique, soit fouillée, complète et critique. Par exemple les ingénieurs généraux des ponts et chaussées en service normal au ministère de l'équipement et du logement et au ministère des transports devraient figurer sur la liste des rapporteurs, dans le domaine du génie civil.

Il serait également souhaitable que certains secrétaires des commissions spécialisées soient rapporteurs auprès de ces commissions.

Le rapporteur doit disposer, dans le délai limité laissé à la commission pour donner son avis, d'un temps suffisant pour étudier les affaires de façon approfondie, et notamment pour entrer en contact avec le service contractant, en vue de demander les informations ou éclaircissements qui lui apparaissent nécessaires.

4. Fonctionnement des commissions.

L'ordre du jour des séances de chaque commission spécialisée est arrêté par le président. Il doit être établi de telle sorte qu'un nombre limité d'affaires soit étudié au cours de chaque séance pour permettre un examen efficace. La moyenne des affaires examinées ne devrait pas dépasser cinq à six dossiers par séance. A la demande des ministres, certaines affaires importantes ou urgentes sont examinées en priorité, dans toute la mesure du possible.

Un règlement intérieur préparé par le rapporteur général, délibéré et arrêté par la commission, peut préciser les modalités et conditions de présentation et d'examen des dossiers. Il est adressé par le rapporteur général aux ministres, administrations et organismes intéressés, qui en assureront la diffusion appropriée.

III. — LES CONDITIONS D'EXAMEN DES AFFAIRES PAR LES COMMISSIONS

Les innovations par rapport au système antérieur de contrôle des commissions consultatives ministérielles portent à la fois sur la définition des affaires soumises à examen et sur les procédures de l'examen.

A. — Les affaires faisant l'objet d'un examen.

Certaines catégories d'affaires doivent être soumises aux commissions ; d'autres peuvent être présentées par les ministères à l'avis des commissions, en vue de dispenser, si certaines conditions sont remplies, les marchés ultérieurs de tout examen par une commission spécialisée ; enfin les ministres peuvent demander l'avis d'une commission sur des problèmes particuliers.

1. Les affaires obligatoirement soumises aux commissions.

A l'exception des cas énumérés au 2 ci-dessous et sauf urgence se manifestant dans les conditions mentionnées à l'article 217 du code des marchés, sept catégories d'affaires doivent être transmises aux commissions compétentes aux fins d'examen *a priori*, conformément à l'article 212.

1° Tout projet de marché dont le montant est supérieur à un seuil dit seuil d'examen systématique :

Par application du 1° de l'article 212, ces projets sont obligatoirement examinés par la commission compétente. L'examen est dit systématique.

2° Tout projet de marché dont le montant, bien qu'inférieur au seuil d'examen systématique, est supérieur à un seuil dit seuil d'examen sélectif :

Le 2° de l'article 212 dispose que la commission compétente n'examine que les dossiers retenus à l'issue d'une procédure de sélection prévue à l'article 215. L'examen est dit sélectif.

3° Les projets de conventions de prix :

En vertu du 3° de l'article 212, les projets de conventions fixant, en vue de marchés à passer, les modalités de détermination des prix d'une catégorie de prestations sont examinés systématiquement par les commissions, quel que soit le montant des marchés ultérieurs qu'ils sont susceptibles de concerner.

Bien que ne constituant pas des marchés, ces conventions revêtent une particulière importance car elles déterminent l'un des éléments fondamentaux d'un ensemble de marchés.

Les conventions passées entre administrations, ou avec des entreprises publiques industrielles et commerciales appartenant au secteur non concurrentiel, ne sont pas soumises à cet examen systématique.

4° Certains projets de marchés d'études :

Le 4° de l'article 212 dispose que les projets de marchés, dont le montant est inférieur au seuil d'examen sélectif, mais qui ont pour objet des travaux d'étude ou de construction de prototypes et qui contiennent des clauses relatives à des droits de propriété industrielle, sont soumis à un examen sélectif.

En effet, même si leur montant est faible, ces marchés peuvent, à raison de leurs clauses de propriété industrielle, engager l'Etat pour des marchés ultérieurs de fabrication.

Les autorités de contrôle porteront donc leur attention sur les marchés d'études qui devraient, à raison de leur objet, comporter des clauses relatives à des droits de propriété industrielle et qui ne contiennent pas de dispositions de la sorte. Cette pratique ne saurait être tolérée.

L'article 212 prévoit que la commission compétente peut dispenser de tout examen les projets de marchés répondant à des conditions qu'elles a précédemment définies. Cette dernière disposition vise notamment à alléger la procédure d'examen d'affaires conformes à des clauses types explicitement approuvées par la commission ; il est souhaitable qu'elle soit largement utilisée. Pour justifier la dispense d'examen, la personne responsable doit joindre au dossier transmis au comptable assignataire une attestation certifiant la conformité à une clause type, en spécifiant la date d'approbation de cette clause par la commission compétente.

5° Les projets de marchés de reconduction :

Par application du 5° de l'article 212, les projets de marchés de gré à gré passés en application de l'article 104-12° du code des marchés — marchés de reconduction — sont soumis à examen sélectif ou systématique si leur montant est supérieur aux seuils correspondants.

Un marché de reconduction est également soumis à examen sélectif même si son montant est inférieur au seuil d'examen sélectif, dans les deux cas suivants :

Le marché qu'il reconduit soit a fait l'objet d'un examen sélectif ou systématique d'une commission spécialisée soit, au cas où il a été passé antérieurement à la présente réforme, avait un montant supérieur au seuil d'examen sélectif de la commission spécialisée qui aurait été compétente ou contenait des clauses qui l'auraient rendu passible d'un examen sélectif ou systématique de cette commission ;

Ajouté au montant du marché qu'il reconduit, son montant dépasse le seuil d'examen sélectif.

6° Certains projets d'avenants :

Le 6° de l'article 212 dispose que les projets d'avenants ne sont pas soumis à examen systématique.

Fait l'objet d'un examen sélectif :

Tout projet d'avenant à un marché antérieurement soumis à l'examen sélectif ou systématique d'une commission spécialisée ainsi que tout projet d'avenant à un marché qui, passé antérieurement à la présente réforme, soit avait un montant supérieur au seuil d'examen sélectif de la commission spécialisée qui aurait été compétente, soit contenait des clauses qui l'auraient rendu passible d'un examen sélectif ou systématique de cette commission ;

Tout projet d'avenant introduisant, dans le marché auquel il se rapporte, des novations telles qu'il le rend susceptible d'un examen ; ces novations peuvent porter soit sur le montant (avenant faisant franchir au marché le seuil d'examen sélectif) soit sur une modification des clauses (avenant relatif au droit de propriété industrielle, avenant apportant une dérogation à une convention de prix par exemple).

7° Certaines catégories de projets de marchés totalement ou partiellement financés par l'Etat ou un établissement public à caractère administratif :

Le 7° de l'article 212 prévoit que les ministres peuvent décider que certaines catégories de marchés non passés par leurs services mais qui entraînent, pour leur exécution, des dépenses dont le financement est totalement ou partiellement assuré par leur département ou par un établissement public national n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, et placé sous leur tutelle, seront soumis à l'examen préalable de la commission spécialisée compétente.

Ces projets de marchés et leurs avenants sont alors examinés de façon sélective ou systématique, suivant les critères définis au paragraphe précédent.

Cette disposition conduit à traiter de façon identique, quand les ministres le désirent, des projets de marchés passés par leurs services et des projets de marchés dont ils assurent le financement total ou partiel.

Pour faciliter l'organisation des travaux des commissions spécialisées, il serait souhaitable que les ministres définissent dès maintenant les catégories d'affaires auxquelles ils se proposent d'appliquer ces dispositions.

2. Les affaires qui peuvent être soumises par les ministres en vue de dispenser les marchés ultérieurs de tout examen par une commission spécialisée.

L'article 213 distingue deux catégories d'affaires qui peuvent être soumises par les ministres à l'avis de la commission spécialisée compétente, en vue de dispenser, si certaines conditions sont remplies, des marchés ultérieurs de tout examen par une commission spécialisée.

1° Les dossiers d'appel à la concurrence :

Par application du 1° de l'article 213, les ministres peuvent soumettre aux commissions non pas des projets de marchés mais des dossiers d'appel à la concurrence — dossiers d'appel d'offres ou même dossiers de consultation d'entreprises dans le cadre d'une procédure de passation de marché de gré à gré avec recours à la concurrence.

Ces dossiers devront contenir un cahier des prescriptions spéciales, ou se référer à des clauses et conditions techniques auxquelles les soumissionnaires ne sont pas autorisés à déroger.

L'examen est sélectif ou systématique, en fonction du montant du projet, estimé par les services acheteurs.

Les projets de marchés résultant de ces appels à la concurrence sont dispensés de tout examen par la commission spécialisée dans deux cas :

D'une part si, dans l'hypothèse d'un examen sélectif, la commission n'a pas jugé utile d'évoquer le dossier ;

D'autre part, si les conditions minimales imposées à ces marchés — en matière d'étendue de la concurrence, de prix, de respect des clauses administratives ou techniques par exemple — et fixées par la commission après examen du dossier, ont pu être réunies.

Pour permettre d'apprécier le respect de ces règles, ces marchés doivent être transmis au contrôleur financier et au comptable assignataire accompagnés :

Soit, dans la première hypothèse, d'une pièce prouvant la non-évocation du dossier d'appel à la concurrence (certificat de non-évocation ou attestation du service) ;

Soit, dans la seconde hypothèse, d'un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales figurant dans le dossier de consultation et d'une ampliation de l'avis émis par la commission sur le dossier d'appel à la concurrence.

Les résultats de l'appel à la concurrence seront portés à la connaissance de la commission quand cette dernière aura examiné le dossier d'appel à la concurrence.

2° Certains projets de marchés type :

Le 2° de l'article 213 prévoit qu'à l'initiative des ministres, les projets de marchés type fixant, en vue de marchés à passer, les prescriptions techniques et administratives générales, communes à une catégorie de prestations, sont soumis à l'examen systématique.

Les marchés ultérieurs passés en application de ces marchés type et qui se conforment pour leurs prix à des conventions approuvées par une commission spécialisée sont dispensés de tout examen. Il doit en être de même pour les marchés passés conformément à des conventions de prix et des marchés type toujours en vigueur, approuvés antérieurement par une commission consultative d'un département ministériel ou un groupe spécialisé.

Un même document peut constituer à la fois une convention de prix et un marché type, s'il contient toutes les clauses qui caractérisent ces deux catégories. Dans ce cas, l'ensemble du document doit faire l'objet d'un examen systématique, et les marchés ultérieurs qui s'y réfèrent sont dispensés d'examen.

Une copie des conventions de prix et des marchés type approuvés par les commissions spécialisées doit être communiquée aux contrôleurs financiers et aux comptables assignataires intéressés. Lors de la transmission de chaque marché à ces autorités, une attestation de conformité à la convention de prix et au marché type, signée par la personne responsable, doit être jointe.

Tout projet de marché ou d'avenant apportant une dérogation, non précédemment approuvée par la commission spécialisée compétente, à une convention de prix ou à un marché type antérieurement transmis à une commission doit être soumis à examen sélectif, quel que soit son montant.

**3. Autres affaires sur lesquelles
les ministres peuvent demander un avis à une commission.**

Les commissions spécialisées ayant une compétence générale dans leur secteur d'attribution, les ministres peuvent, en application de l'article 214, leur demander un avis sur différentes questions qui intéressent des services placés sous leur autorité ou des établissements sur lesquels ils exercent une tutelle.

1° Tout problème relatif à la préparation, à la passation et à l'exécution de marchés, avenants ou conventions :

En vertu du 1° de l'article 214, lorsqu'un ministre se pose un problème de la sorte, il peut le soumettre à une commission spécialisée.

Qu'elles concernent un marché ou une catégorie de marchés, ces questions sont examinées systématiquement par la commission compétente.

Les ministres ne devraient utiliser cette procédure souple que dans les cas où le problème posé soulèverait des difficultés réelles et présenterait en même temps un intérêt particulier sur le plan doctrinal et pratique.

Les ministres peuvent également consulter le secrétariat d'une commission, lorsque les difficultés rencontrées ne sont pas telles qu'elles justifient un examen par la commission elle-même.

2° Tout projet de marché, d'avenant ou de convention qui ne pourrait être déféré au titre des dispositions mentionnées précédemment :

Par application du 2° de l'article 214, les ministres peuvent soumettre à examen des projets de marchés dont le montant est inférieur aux seuils de compétence des commissions ; les seuils d'examen étant fixés à un niveau élevé, les ministres dont les services ne passent qu'exceptionnellement des marchés de ce montant ont intérêt, pour bénéficier des conseils des commissions, à utiliser cette possibilité, en demandant l'examen sélectif ou systématique d'affaires choisies par eux ; ils ont également la possibilité de demander un avis sur les documents qui ne constituent pas des marchés, tels que des contrats ou conventions n'ayant pas le caractère de marchés publics.

Les ministres ont intérêt à tenir les commissions informées des conditions dans lesquelles les règlements d'indemnités sont intervenus, lorsque ces indemnités ont représenté un montant appréciable du marché lui-même.

B. — Les procédures de l'examen.

Les procédures de l'examen varient selon qu'une affaire est évoquée systématiquement ou est soumise à une sélection ; sauf exceptions mentionnées plus haut, et hormis le cas particulier de l'urgence, c'est le montant du projet qui détermine la catégorie d'examen à laquelle il est assujéti.

1. Les seuils d'examen.

Les seuils d'examen sélectif et d'examen systématique ont été fixés, pour chaque commission, par le décret n° 72-199 du 13 mars 1972. Ils pourront éventuellement être modifiés par arrêtés contre-signés par le ministre de l'économie et des finances et par le ou les ministres sur proposition desquels sont désignés le président et le vice-président de chaque commission.

Pour apprécier si les seuils sont atteints, il convient de tenir compte :

- Pour les marchés à tranches conditionnelles, du prix global constitué par la tranche ferme et les tranches conditionnelles ;
- Pour les marchés à commandes, du montant maximal annuel ;
- Pour les marchés de clientèle, du montant maximal annuel estimé notamment à partir de constatations portant sur des données antérieures.

Pour les marchés de bâtiment constituant une même opération, bien que faisant l'objet de marchés distincts (marchés d'un même bâtiment passés par lots séparés) c'est le montant prévisionnel de l'ensemble des marchés à passer pour la même opération qui doit être pris en considération afin que la procédure de passation n'influe pas sur la nature de l'examen.

De même, dans le cas d'un appel d'offres divisé en lots, ayant pour effet de répartir une fourniture entre plusieurs entreprises, c'est le montant total des marchés passés pour un même matériel que les services devront retenir.

Dans la mesure du possible, pour ces deux dernières catégories, tous les marchés à passer pour une même opération devraient être examinés, de façon sélective ou systématique, simultanément.

Les règlements intérieurs des commissions préciseront les conditions dans lesquelles ces principes pourront recevoir application.

2. Les catégories d'examen.

Deux principales procédures d'examen — examen systématique et examen sélectif — ainsi qu'une procédure particulière en cas d'urgence doivent être distinguées ; les commissions pourront aussi étudier certains dossiers *a posteriori*.

Que l'examen soit systématique ou sélectif, tout dossier transmis à une commission doit faire l'objet d'un accusé de réception immédiatement renvoyé par le secrétariat de la commission au service responsable de l'affaire.

INSTRUCTION**N° 72-85 - B 1****du****21 juin 1972.**

— 38 —

A cet effet, la personne responsable doit joindre au dossier une fiche sommaire, établie en double exemplaire, sur laquelle figurent au minimum les indications suivantes :

L'objet sommaire du marché ;

Son montant ;

Les qualités de la personne responsable, de l'ordonnateur principal et du contrôleur financier intéressé ;

Le marché de référence (y compris ses avenants) si l'affaire transmise concerne un marché de reconduction ou un avenant.

Un modèle de fiche sera élaboré par le rapporteur général, en accord avec les départements intéressés.

L'un des exemplaires est renvoyé à la personne responsable, daté du jour de réception du dossier. Il vaut avis de réception ; les délais d'examen sont décomptés à partir de cette date.

1° L'examen systématique :

En règle générale, il porte sur tous les projets de marchés dont le montant est égal ou supérieur au seuil d'examen systématique quelle que soit la nature de la prestation ou du service qui en a fait l'objet ; certaines autres catégories d'affaires sont également soumises à examen systématique : les conventions de prix, certains dossiers d'appel à la concurrence, les affaires soumises par les ministres.

Les dossiers correspondant à ces affaires sont adressés au secrétariat de la commission spécialisée compétente en un nombre d'exemplaires fixé par le règlement intérieur de chaque commission.

Chaque exemplaire comprend au minimum :

Le cahier des prescriptions spéciales ;

L'acte d'engagement de l'entrepreneur ou fournisseur retenu, s'il y a lieu ;

Un rapport destiné à présenter l'affaire sous l'angle administratif (modalités de préparation et de passation, désignation de l'entreprise retenue), technique (programmation, spécifications techniques, échelonnement de l'exécution des prestations), économique (conditions de détermination des prix en particulier) et financier (échelonnement des paiements) ; ce rapport est signé par la personne responsable du marché ou son délégué.

Conformément à l'article 216 du code des marchés, la commission compétente dispose d'un délai de trente jours francs à compter de la date de l'accusé de réception pour faire connaître son avis à la personne responsable de l'affaire. Ce délai ne peut être prorogé que par une décision écrite et motivée du président de la commission. Cette procédure ne doit être utilisée qu'exceptionnellement pour des affaires dont l'étude est particulièrement longue et complexe.

En l'absence d'une décision de prorogation de délai, après expiration du délai d'examen, la personne responsable peut poursuivre la procédure de passation du marché. Elle doit présenter au contrôleur financier et au comptable assignataire, outre l'accusé de réception daté, une attestation certifiant l'absence de décision de prorogation du délai.

En cas d'examen par la commission, l'avis émis est joint au dossier renvoyé à la personne responsable du marché.

Si l'avis est favorable ou si la personne responsable a tenu compte des réserves exprimées dans l'avis de la commission, la procédure de passation du marché peut être poursuivie sans autre formalité.

Si la personne responsable a passé outre à l'avis défavorable de la commission ou aux réserves accompagnant un avis favorable, elle doit, en vertu de l'article 218, motiver par écrit sa décision et joindre cette pièce au dossier transmis au contrôleur financier et au comptable assignataire ; elle doit également en informer la commission et rendre compte au ministre intéressé.

2° L'examen sélectif :

Il porte, en règle générale, sur des dossiers choisis parmi les projets de marchés dont le montant est supérieur au seuil d'examen sélectif et inférieur au seuil d'examen systématique de la commission compétente ; d'autres affaires sont également soumises à examen sélectif : certains projets de marchés d'études, de marchés de reconduction, d'avenants, certains dossiers d'appel à la concurrence et certains projets de marchés type.

a) L'autorité chargée de la sélection :

Ainsi qu'en dispose l'article 215 du code des marchés, la responsabilité du choix des dossiers à examiner par la commission incombe au président de chaque commission.

D'une façon générale, les opérations de sélection seront donc faites par le secrétariat de la commission compétente, sous l'autorité du président.

Pour les affaires qu'il apparaîtra opportun à la commission de sélectionner à un niveau régional ou départemental, le président devra désigner une autorité administrative chargée du choix des dossiers, qui devrait être en règle générale le trésorier général. L'autorité locale agira suivant les directives fixées par le président. Cette désignation ne pourra être faite qu'avec l'accord du ministre dont dépend l'autorité en cause : elle devra être portée à la connaissance des services qu'elle sera susceptible d'intéresser.

L'avis du rapporteur général pourra utilement être recueilli sur l'opportunité de la sélection des dossiers à un niveau local et sur le choix de l'autorité chargée de la sélection ; il est également souhaitable que la commission soit consultée sur ces deux points.

b) Les opérations de sélection :

Les dossiers, composés comme il est indiqué au paragraphe relatif à l'examen systématique, sont adressés à l'autorité chargée de la sélection en un nombre réduit d'exemplaires fixé par le règlement intérieur de chaque commission.

Le nombre d'affaires retenues doit être limité pour permettre une étude approfondie des dossiers par les rapporteurs et les commissions. En règle générale, il serait raisonnable de ne pas sélectionner plus d'une affaire sur cinq.

L'attention des présidents de commissions, de leurs secrétariats et du rapporteur général est attirée sur la nécessité de respecter l'esprit des décrets du 13 novembre 1970 relatifs à la déconcentration des investissements publics et de ne sélectionner des marchés passés en application des mesures de déconcentration que dans les deux cas suivants :

Si un sondage apparaît nécessaire à l'autorité chargée de la sélection, à la lumière des informations dont elle dispose ;

S'il résulte du dossier que les conseils de la commission seraient d'une indiscutable utilité au service.

D'une façon générale, en raison du rôle essentiel de conseil des services qu'auront à remplir les commissions, ces dernières devraient examiner, chaque année, dans la mesure du possible, au moins une affaire présentée par chaque service acheteur ayant une certaine importance.

En application de l'article 216, la commission dispose de dix jours francs, décomptés à partir de la date de l'accusé de réception, pour porter à la connaissance de la personne responsable la décision d'examen ou de non-examen.

Dès réception de la décision de non examen ou après expiration du délai de dix jours francs, la personne responsable peut poursuivre, sans autre formalité, la procédure de passation du marché. Elle joint au dossier soit l'ampliation de la décision de non examen, soit l'accusé de réception daté accompagné d'une attestation certifiant qu'aucune décision d'examen n'a été prise dans le délai de dix jours francs.

Pour les affaires non sélectionnées, les autorités chargées de la sélection peuvent adresser, s'il y a lieu, à titre de conseil aux services, les remarques qu'aura suggérées l'examen rapide des dossiers sans que ces remarques aient à figurer au dossier du marché.

Si une décision d'examen est prise, la commission compétente doit étudier le dossier selon la même procédure que dans le cas d'un examen systématique. En particulier, les délais d'examen s'appliquent à partir de la date de l'accusé de réception, et il n'y a pas cumul des délais de sélection et d'examen.

3° L'examen en cas d'urgence :

Un marché, qui devrait normalement être soumis à examen préalable, peut être passé sans que la commission compétente soit saisie *a priori* dans les deux cas suivants, prévus par l'article 217 du code des marchés :

La passation du marché présente un caractère d'urgence impérieuse ;

De très courts délais d'option sont imposés à l'administration, notamment dans le cas d'achats de matières, produits ou marchandises dont les cours évoluent rapidement.

La personne responsable peut, par décision motivée, passer le marché sans demander l'avis de la commission spécialisée ; elle doit immédiatement communiquer le marché, accompagné de cette décision motivée, au président, qui peut décider de le faire examiner *a posteriori*.

L'avis doit alors notamment porter sur l'appréciation du caractère d'urgence invoqué par la personne responsable.

Le marché est transmis au comptable assignataire, avec une copie de la décision motivée et une copie de la lettre d'envoi du dossier au président.

Ces dispositions ont pour objet de ne pas retarder la passation d'affaires urgentes tout en garantissant, par une information de la commission et un éventuel examen *a posteriori*, que cette procédure exceptionnelle n'est pas utilisée abusivement.

4° L'examen *a posteriori* à l'occasion de l'étude d'affaires soumises à examen préalable :

Lorsqu'un dossier évoqué est étroitement lié à des marchés antérieurs, il peut être utile que le président saisisse *a posteriori* la commission de ces marchés partiellement ou totalement exécutés. L'examen doit alors porter sur l'appréciation des conditions de passation et d'exécution des marchés.

IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le décret n° 72-199 du 13 mars 1972 a prévu que chaque commission spécialisée entrera en fonctions un mois après la publication au *Journal officiel* de l'arrêté désignant le président et le vice-président.

A cette date, les commissions consultatives ou les groupes spécialisés ne seront plus saisis d'affaires rattachées à la commission spécialisée entrant en fonctions.

Ces organismes poursuivront toutefois, pendant une période transitoire, qui ne devrait pas en règle générale dépasser un mois, l'examen des affaires en cours qui leur auront été régulièrement transmises avant la date d'entrée en fonctions de la commission spécialisée compétente. Ce n'est qu'après règlement de ces affaires en cours que seront supprimés les commissions consultatives et les groupes spécialisés.

Pendant la période comprise entre la date de promulgation des décrets réformant le contrôle *a priori* et la date d'entrée en fonctions des nouvelles commissions, les seuils de compétence des commissions consultatives et des groupes spécialisés sont relevés au niveau des seuils d'examen sélectif prévus pour les commissions spécialisées.

Cette disposition a pour objet d'alléger dès maintenant le contrôle *a priori* et d'accélérer l'exécution des dépenses publiques.

Le rapporteur général devra veiller, en liaison avec les présidents des commissions intéressées, à régler tout problème que poserait la juxtaposition des deux systèmes d'examen *a priori* des marchés.

★ ★

Cette importante réforme doit permettre d'alléger le contrôle *a priori* des marchés de l'Etat et d'accroître tout à la fois l'efficacité de l'action administrative et la responsabilité des acheteurs publics.